



Dernier test avant les élections fédérales

ZURICH • Ce dimanche ont lieu les élections cantonales zurichoises. Pour le politologue Andreas Ladner, certains partis «prendront leur élan» tandis que, pour d'autres, c'est l'heure de la dernière chance.

ZURICH

ARIANE GIGON BORMANN

Des vingt-six cantons suisses, six précèdent à des élections générales l'année où l'Assemblée fédérale est également renouvelée. Les tendances enregistrées jusque-là durant la législature se voient confirmées – ou infirmées – à l'occasion de ces rendez-vous avec les urnes cantonales.

Pour le politologue Andreas Ladner, professeur en politiques institutionnelles à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) de Lausanne, certains partis ont un intérêt tout particulier à ne pas manquer l'échéance zurichoise. Entretien.

«Les radicaux ne peuvent pas se permettre une nouvelle défaite»

Quel est le principal enjeu des élections zurichoises ce dimanche?

Andreas Ladner : – Je vois plusieurs questions importantes. L'une d'elles porte sur la forme des partis avant les élections au Conseil national. De bons résultats à Zurich leur permettent de prendre de l'élan pour la campagne de l'automne. Et Zurich est d'autant plus important cette année que la situation sur le plan fédéral est moins claire qu'il y a quatre ans. Il sera aussi intéressant de voir si PRD et UDC sont à même de conserver leur position privilégiée, avec 90 sièges au parlement, soit la moitié. Enfin, il faudra voir si les Verts libéraux, scission des Verts née en cours de législature, parviennent à imposer leur candidat pour succéder à Verena Diener.

Quels partis pourraient en tirer profit?

Pour le PRD, il s'agit surtout de ne pas encore perdre du terrain. Les radicaux ne peuvent pas se permettre une nouvelle défaite, après celles enregistrées dans d'autres cantons. Ce serait une catastrophe. Zurich est la dernière branche à laquelle ils peuvent se raccrocher.

Et Zurich est aussi un symbole très fort du radicalisme...

C'est une image quelque peu exagérée. Les radicaux ont occupé au maximum 50 sièges, au tournant des années 80, alors que les socialistes en avaient 49.

Le PRD, né d'une fusion entre Parti démocratique et libéraux en 1971, n'a jamais été à Zurich un grand parti avec une base forte, comme les démocrates-chrétiens en Suisse centrale. Son succès est le résultat d'une rencontre entre l'élite intellectuelle qui faisait le radicalisme et l'élite économique et militaire, active à Zurich.

Et pour les autres partis, à quoi pourrait ressembler ce dimanche électoral?

Pour le PDC, ce dernier scrutin cantonal est également important. Plusieurs élections cantonales lui ont permis de revendiquer un mieux. Il suffirait d'une petite progression, 1%, voire moins, pour que la centrale démocrate-chrétienne parle de «turnaround».

Le poids de ces élections pour les socialistes n'est pas négligeable non plus. Leur président ayant affirmé vouloir devenir le premier parti de Suisse lors des élections fédérales, ce qui est un objectif très ambitieux, il leur faut absolument marquer des points à Zurich. Dans le reste des cantons, les dernières élections ont été plutôt mitigées. Pour la première fois, les Verts leur ont pris des voix. A Zurich, comme ils sont entre les Verts «rouges», plus à gauche, et les Verts libéraux, plus à droite, ils risquent de perdre des voix des deux côtés.

Pour l'UDC, ces élections sont à mon sens moins importantes que dans d'autres cantons. Si le parti ne récupère pas le deuxième siège perdu au gouvernement, ce ne serait pas catastrophique. Car le poids total de l'électorat, (30,2% en 2003, ndr) peut ne pas varier beaucoup et assurer au parti son influence politique, grâce au nombre de sièges au parlement.

Précisément, l'UDC zurichoise vit ses premières élections générales sans son mentor Blocher, qui était encore président il y a quatre ans. Le parti est-il sorti de son ombre?

Le parti a eu un peu de mal à retrouver sa ligne, ce qui n'était pas très étonnant après avoir eu un président charismatique pendant si longtemps, puis a dû faire un léger virage. Car on a beau avoir du succès lors d'élections, il faut être au gouvernement pour faire de la politique. Le parti a donc dû renouveler son alliance avec le PRD et devenir un peu plus docile, un peu plus gouvernemental. Mais certains anciens combattants ont toujours envie que ça fume... I



Deux sièges sur sept sont à repouvoir au Conseil d'Etat zurichois après le retrait de Verena Diener (Verts libéraux) et de Ruedi Jeker (prd). Dix candidats se les disputeront, dont cinq sortants. KEYSTONE

COMMENTAIRE

Autorités moins chamailleuses

ARIANE GIGON BORMANN

Les Zurichoises devraient oublier très vite la législature 2003-2007. Ces quatre années, même marquées par une reprise économique et par un dynamisme correspondant, auront été marquées par de nombreux cafouillages, querelles et blocages, notamment au parlement formé de deux blocs égaux entre le PRD et l'UDC d'une part, la gauche et les formations du centre d'autre part.

Mais c'est surtout le gouvernement (2 PS, 2 PRD, 1 UDC, 1 PDC et une Verte libérale) qui «a fait fort». Il a ainsi perdu deux de ses sept membres dans des circonstances peu reluisantes. Le premier – l'UDC Christian Huber – était, officiellement, en bisbille avec son parti, l'autre – la radicale Dorothee Fierz, a été victime d'une querelle avec la ministre UDC Rita Fuhrer et abandonnée autant par ses collègues du Conseil d'Etat que par son parti.

Sans même entrer dans les détails des problèmes de nuisances sonores de l'aéroport, où rien n'est encore réglé ni avec l'Allemagne ni avec les riverains suisses, la médecine de pointe a été un autre accrochage peu brillant de cette législature. Changeant d'avis, le Conseil d'Etat et sa ministre de la Santé Verena Diener – qui s'est aussi querellée avec son parti, les Verts, et a créé un mouvement dissident – ont freiné tout le processus fédéral en se mettant le reste du pays à dos.

Pour relever les défis à venir (aéroport, concurrence fiscale avec les autres cantons, agrandissement de la gare de Zurich, maintien de la bonne santé économique, cohésion sociale sous toutes ses formes...). Zurich aura assurément besoin d'autorités plus constructives et moins chamailleuses.

EN BREF

DES CRITIQUES CONTRE L'ARMÉE SUISSE

FAX ÉGYPTIEN La Fédération européenne des journalistes (FEJ) critique l'armée suisse en raison de sa décision de juger trois journalistes du «SonntagsBlick» dans l'affaire du fax égyptien sur les prisons de la CIA. Le procès aura lieu le 17 avril à Saint-Gall. La FEJ appelle le tribunal militaire à abandonner les charges qui pèsent sur ces journalistes et demande que la procédure se déroule devant un tribunal civil. ATS

DÉCOUVERTE POUR LES DIABÉTIQUES

THÉRAPIE Une équipe de chercheurs de l'Université de Zurich a découvert une nouvelle thérapie contre le diabète et l'a testée avec succès sur des patients. Le médicament, le «blocker», permettra non seulement de combattre les causes de la maladie, mais également de stopper sa progression. AP

FORMATION

L'illettrisme coûte plus d'un milliard

CHRISTIANE IMSAND

Dans notre société, c'est un véritable handicap de ne pas maîtriser la lecture et l'écriture. Ce handicap a aussi un coût économique, comme le démontre une étude présentée hier par la Fédération suisse «Lire et Ecrire» (FLE). Le risque nettement plus élevé de chômage encouru par les faibles lecteurs représenterait à lui seul un coût de 1,1 milliard de francs par an.

En abordant le problème sous cet angle, la FLE espère provoquer un électrochoc. L'objectif est clair: inciter les pouvoirs publics à délier les cordons de la bourse, notamment pour renforcer la formation des adultes. «Sachant que sortir une personne de l'illettrisme coûte entre 2000 et 6000 francs selon les cas, le jeu en vaut la chandelle», affirme le conseiller national Roger Nordmann, président de la FLE.

Au niveau national, c'est l'Office fédéral de la culture qui est responsable du dossier. Il attribue 300 000 francs par année à la FLE pour l'organisation de cours pour illettrés. Il a aussi cofinancé l'étude dévoilée hier. Elle a été confiée au bureau d'enquêtes sociales BASS.



20% de «faibles lecteurs». KEYSTONE

Le problème soulevé est considérable. En Suisse, quelque 20% de la population en âge de travailler, soit près d'un million de personnes, sont considérés comme de faibles lecteurs. Cela signifie qu'ils ne sont pas capables de tirer les conclusions adéquates d'un texte court, comme par exemple la notice d'un médicament. Les difficultés linguistiques dues à une origine étrangère ne sont de loin pas la seule explication puisque 66% de ces personnes ont accompli au moins la moitié de leur scolarité en Suisse.

Selon le bureau BASS, la proportion de faibles lecteurs parmi les chômeurs

est d'environ 36%. La moitié se trouveraient au chômage parce qu'ils sont illettrés. Conclusion: l'illettrisme serait responsable de 18% du total des dépenses de l'assurance-chômage, soit 1,1 milliard de francs. Si ces personnes travaillaient et payaient davantage d'impôts, les pouvoirs publics pourraient escompter une économie de 1,3 milliard, affirme le bureau BASS.

Ces chiffres sont très théoriques puisqu'ils ne tiennent pas compte des emplois à disposition sur le marché du travail. Le BASS affirme cependant qu'il s'agit d'une estimation prudente dans la mesure où seul l'aspect chômage a été pris en considération. L'enjeu dépasse pourtant les considérations économiques. La maîtrise de l'écrit est un facteur d'intégration sociale essentiel. «C'est aussi le b.a.-ba de l'exercice des droits civiques», note Roger Nordmann. Ce dernier place ses espoirs dans les nouvelles lois sur la formation continue et sur l'encouragement de la culture pour obtenir des moyens supplémentaires. En attendant, la FLE s'appête à lancer une campagne nationale de sensibilisation. I

MOSQUÉE DE GENÈVE

La Ligue islamique mondiale en question

L'éviction de quatre responsables de la mosquée de Genève continue de faire des vagues. Elle suscite des questions quant au rôle joué par le bailleur de fonds de l'institution, la Ligue islamique mondiale, vue avec suspicion par les autorités fédérales. Pour les responsables brutalement congédiés fin mars, la nomination du nouveau directeur, Sethi Nimatallah, a eu lieu dans des conditions peu transparentes.

Leur avocat Jean-Bernard Waerber rapporte que le nouvel homme fort leur a envoyé les lettres de licenciement le jour où il a reçu son permis de travail. L'avocat s'étonne de cette rapidité. Il se demande si le nouveau directeur ne s'est pas «auto-proclamé» comme tel. Les nominations relèvent d'habitude du conseil de fondation de la mosquée. L'homme de loi a déposé un recours auprès du conseil contre la procédure de nomination et contre les licenciements qui ont suivi. Pour le politologue Hasni Abidi, interviewé par «Le Matin», Sethi Nimatallah aurait été directement parachuté à la tête de la mosquée par la puissante Ligue islamique mondiale. Cette organisation saoudienne basée à La Mecque est à l'origine de la création du lieu de culte et continue à le financer. ATS